

LE MOIS EN AFRIQUE

- **CHRONOLOGIE**
- POLITIQUE

Les Iles Canaries à la dérive par Attilio GAUDIO

L'Etat-Nation et l'Afrique par Yves PERSON

Afrique du Sud: partage du pouvoir ou division du pays?
par le D' Klaus Baron Von der ROPP

ECONOMIE

Deux ou trois choses sur la Guinée Equatoriale par Pierre ROUQUAIROL

La communauté Indienne d'Ouganda par Gérard PRUNIER

La république de Gambie, étrange enclave par Georges FRELASTRE

- HISTOIRE: IL Y A CENT ANS...
- NOTES & MELANGES

Histoire du droit des peuples à l'autodétermination par Antonio CASSESE

Métamorphoses d'une école en Afrique par Francis MULOT

Guinée-Bissau, Cap-Vert : historique par Patrick CHABAL

La littérature du pays profond par Olympe BHELY-QUENUM

- **BIBLIOGRAPHIES & THESES**
- W VIE DIPLOMATIQUE

16° année 48 F. Octobre-Novembre 1981

190 - 191

udes Politiques, Economiques & Sociologiques Africaines

Afrique du Sud: solution par partage du pouvoir ou division du pays?

par le D^r Klaus Baron Von der ROPP

Lisant la presse internationale au sujet de l'Afrique australe, et en particulier sur la République Sud-africaine, on a l'impression quelle écrit selon la devise « dramatique aujourd'hui, oublié demain ». On peut se demander également si les états-membres de la C.E.E., les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie qui tous jouent des rôlesclé pour l'avenir de l'Afrique du Sud ne suivent pas une politique semblable. A défaut d'un concept d'une stratégie constructive pour le pays au Cap de Bonne Espérance les capitales occidentales, au lieu d'agir, réagissent seulement. Face aux dangers du conflit sud-africain, une telle attitude n'est pas du tout compréhensible.

Il y a moins d'un an, en janvier-février 1981, le monde a de nouveau appris que la guerre qui menace l'Afrique australe et tout d'abord la République Sud-africaine ne sera pas qu'un simple conflit régional: après l'attaque de Pretoria sur le siège du mouvement de libération sud-africain African National Congress (A.N.C.) à Matola-Maputo, l'U.R.S.S. a renforcé la présence de sa marine de guerre à Beira et à Maputo. Ce « geste de solidarité » de la part de la Russie envers la République Populaire de Mozambique n'était que la conséquence logique du traité d'amitié qui lie les deux pays depuis 1977. Et il est bien connu qu'un autre pays avec qui Moscou a signé un traité d'amitié, la République Populaire d'Angola, est plus ou moins régulièrement l'objectif d'attaques des forces armées sud-africaines qui combattent le mouvement de libération namibien, South West African People's Organisation (SWAPO), installé en territoire angolais.

Prenant en considération l'extrême importance, du point de vue économique et stratégique, de l'Afrique du Sud pour l'Europe occidentale, le Japon et même l'Amérique du Nord, il est intéressant de se souvenir d'une interview (1) que Egon Bahr, un social-démocrate allemand éminent a donnée en 1977: l'architecte ouest-allemand d'une politique de détente avec la R.D.A., l'Europe orientale et l'Union Soviétique a averti que les problèmes de l'Afrique du Sud pouvaient

⁽¹⁾ Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt, 10 juillet 1977. Voir dans ce contexte le scénario développé par David Goldsworthy, « South Africa », dans Mohammed Ayoob (éd.), « Conflict and Intervention in the Third World » (Croom Helm, Londres, 1980), p. 235.

s'aggraver et aboutir à un conflit global. En fait il se développe en Afrique du Sud une situation qui, dans un avenir pas trop lointain pourrait être hors de contrôle, même des Etats-Unis.

I. — LES ATTITUDES OCCIDENTALES PAR RAPPORT AU CONFLIT SUD-AFRICAIN

La politique traditionnelle de l'Ouest envisageait plus ou moins la stabilisation de la scène sud-africaine au niveau d'une version libéralisée du statu quo. Elle a ainsi négligé les intérêts fondamentaux des Africains noirs de l'Afrique du Sud (environ vingt millions, soit environ 70 % de la population totale du pays). En 1976-77 (« Soweto ») quand les étudiants noirs (« croisade des enfants ») ont montré que le jours de la baasskap (suprématie blanche) étaient comptés, on a réalisé l'échec de cette politique. A l'époque la majorité des pays occidentaux a reconnu que continuer à soutenir l'ordre actuel, qui n'est que du racisme institutionalisé, allait contre leurs propres intérêts. L'Ouest de plus a réalisé à l'époque qu'en s'alignant sur Pretoria, il conduirait indirectement une grande partie de l'Afrique noire dans le camp de l'adversaire idéologique, c'est-à-dire l'U.R.S.S.

L'Ouest reconnut alors que Pretoria était plus ou moins préparé à collaborer avec la Grande-Bretagne, la France, la République Fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis et le Canada (« gang des cinq ») pour trouver des solutions aux problèmes de la Namibie et du Zimbabwe qui respecteraient les intérêts légitimes des populations noires des deux pays encore dépendents. Mais dans les capitales de l'Ouest, on s'est aussi demandé si Pretoria était prêt à résoudre ses propres conflits internes durant le peu de temps qui était encore à sa disposition. Il va sans dire qu'à cette question il fut répondu par la négative.

1) La politique de l'administration de J. Carter

En conséquence, les Etats-Unis sous le président Jimmy Carter et Andrew Young, principal architecte de sa politique pour l'Afrique, ont choisi un nouveau point de départ qui était radicalement différent de l'ancienne politique. Les alliés principaux des Etats-Unis, parmi eux quelques-uns avec assez d'hésitations, ont suivi: ainsi ce n'était pas seulement Andrew Young, nouvel ambassadeur de Washington auprès des Nations unies, qui demandait aux Africains blancs d'introduire un système « d'une-personne-une voix-dans un état » (« le modèle américain ») en République sud-africaine. Il n'y a aucun doute qu'une telle demande était extrêmement bienvenue en Afrique du Sud noire (2) et dans les états membres de l'O.U.A. Néanmoins cette politique a complètement échoué. Des discours comme ceux d'Andrew Young et aussi ceux du vice-président Walter Mondale (après sa conférence avec le Premier ministre Balthazar Johannes Vorster à Vienne en mai 1977) ne contribuaient pas à la solution du dilemne sud-africain. Au contraire! Avec de bonnes raisons les Africains blancs se voyaient quasiment demandés de se suicider en se retirant au « laager » (camp

⁽²⁾ Voir Steve Biko, «American Policy towards Azania», dans Aelred Stubbs (éd.), «Steve Biko: I Write What I Like» (Heinemann, Londres, 1978), pp. 138-42.

traditionnel des Boers). Là ils devaient, comme l'a très bien dit un journaliste allemand, Günther Gillessen de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, « émigrer de l'histoire » (3). Malgré l'urgence d'une révolution partant du sommet, les Africains blancs dans ces circonstances, seront au maximum prêts à suivre une politique de, pour le dire avec les mots d'un des meilleurs sud-africanistes allemands, Heribert Adam, « modernisation de la domination raciale ». Ils suivront ce chemin même si ainsi ils courent le risque de la grande catastrophe. Et s'il n'y a pas d'intervention militaire de la part d'une des super-puissances, les Africains blancs seront bien capables de maintenir une telle « politique du pourtant » pendant longtemps: l'Ouest leur a vendu tout l'armement dont ils auront besoin pour faire une guerre extrêmement sanglante contre leurs voisins, y compris l'immense cinquième Colonne en Afrique du Sud noire.

2) Quelques éléments d'une politique occidentale constructive

Connaissant son pays profondément, Alan Paton, un libéral blanc très respecté et depuis très longtemps un adversaire de l'apartheid, a averti la masse croissante de noirs militants et le monde étranger dans une interview avec l'hebdomadaire libéral « Die Zeit » de Hambourg (4) que, s'ils continuaient à demander un système d'unepersonne-une voix, l'Afrique du Sud un de ces jours cesserait d'exister. Car une telle société intégrée ne serait réalisable en Afrique du Sud, qu'après que des millions de noirs et de blancs aient été tués dans une guerre apocalyptique. Lisant l'interview d'Alan Paton on se souvient d'un discours que Gatsha Buthelezi, le seul leader modéré qui a encore beaucoup de partisans parmi la population noire, a donné à New York s'adressant au « Conseil National des Eglises » (5) : « Je connais mieux que les trois-quarts des gens la réalité du pouvoir blanc. Je connais mieux que les trois-quarts des gens la détermination des blancs de brûler la terre à la onzième heure et de mourir en défendant une situation qui est indéfendable. » Contrairement à ses nombreux adversaires et critiques en République Sudafricaine et à l'étranger, M. Buthelezi sait par exemple que la terreur de l'Afrikaner Weerstandsbeweging sera pire que celle de l'ancienne « main rouge », qu'elle ne sera pas moins brutale que celle du Gush Emunim en défendant ce qu'il croit être les intérêts légitimes du sud-africain blanc.

Analysant l'histoire et l'actualité sud-africaine, il est surprenant de constater que des représentants éminents du gouvernement de M. Carter, et aussi assez de politiciens de l'Europe occidentale, ont omis que, rassemblée autour de l'Afrikanerdom, en plus de trois siècles au Cap s'est développée une nation africaine blanche (environ 17 % de la population totale du pays). Comme les gens d'origine européenne aux Etats-Unis, en Argentine, Australie, Canada, Nouvelle Zélande, etc., ils ne sont pas des Européens habitants un continent

^{(3) «} Rassenstaat - Staendestaat - Gottesstaat ? Südafrikas Versuch aus der Geschichte auszuwandern », Stuttgart, 1978.
(4) « Die Zeit » (Hamburg) du 18 janvier 1980, p. 16.
(5) « Christian Perspectives of the Black Liberation Struggle in South Africa », South African Outlook (Rondebosch), septembre 1979, p. 137.

étranger mais forment une nation en eux-mêmes. Par conséquent, contrairement aux guerres d'indépendance en Algérie, au Zimbabwe, en Afrique lusophone, en Namibie et au Kenya, en Afrique du Sud nous ne sommes pas confrontés à un conflit colonial. Même les représentants les plus libéraux de cette nation blanche, comme le leader du parti libéral (Progressive Federal Party, P.F.P.), petit mais combatif, Frederik Van Zyl Slabbert, qui sont prêts à négocier l'avenir de leur pays même avec les mouvements nationalistes les plus militants, ne sont pas préparés à discuter avec qui que ce soit, le droit d'existence de leur propre nation. On ne doit pas oublier que dans leur détermination absolue de maintenir leur identité dans une nation indépendante, les Africains blancs, de langue afrikaans ou anglophones, ne peuvent être comparés qu'à l'engagement des Israéliens à l'égard de l'Etat juif.

Après la nomination de Chester A. Crocker comme Assistant Secretary of State for African Affairs au Département d'Etat de Washington, il y a de l'espoir que la politique occidentale par rapport à l'Afrique du Sud évoluera positivement. A l'inverse de la plupart de ses prédécesseurs il a lu ses livres d'histoire, y compris les chapitres aux sujets de l'opposition noire contre le racisme brutal des blancs et de leur détermination à préserver leur identité. Etudiant les réflexions (6) de Crocker sur la situation interne en Afrique du Sud, on a l'impression qu'il cherche les dernières positions de retrait des deux partis principaux du conflit et veut ainsi trouver un dénominateur commun pour résoudre un des conflits les plus dangereux du globe.

II. — L'AFRIQUE DU SUD ENTRE L'URGENCE D'UNE REVOLUTION PARTANT DU SOMMET ET LA PROBABILITE D'UNE REVOLUTION VENANT DE LA BASE

Même en 1978-79, quand le Premier ministre P.W. Botha a sans cesse annoncé des réformes dignes de ce nom en faveur des Sudafricains noirs et bruns (« adaptez ou mourrez! »), son gouvernement n'avait pas un concept d'un nouvel ordre politique remplaçant le système d'apartheid. Heribert Adam aura raison quand il écrit (7) : « ...au lieu de se retrancher du monde, l'élite des Afrikaners cherche maladroitement des percées possibles dans toutes les directions ». Ainsi les résultats politiques de la campagne de modernisation, accompagnée à l'intérieur comme à l'extérieur de beaucoup de propagande, étaient très modestes, pour ne pas dire pitoyables.

1) Les réserves : Berceaux de la grande révolution

La commission d'Hennie van der Walt, par exemple, qui était chargée d'élaborer des plans d'une consolidation géographique et

⁽⁶⁾ Chester A. Crocker « South Africa : Strategy for Change », Foreign Affairs, Vol. 59 N° 2 (hivers 1980/81), pp. 323-51.

⁽⁷⁾ Heribert Adam « Survival Politics : In Search of a New Ideology », dans Heribert Adam et Hermann Giliomee « Ethnic Power Mobilised : Can South Africa Change ? » (Yale U. P., New Haven, 1979), p. 143.

économique des réserves (« Bantoustans », « Homelands », « Etats Nationaux Noirs »), jusqu'à maintenant n'a pas publié ses plans qui sont apparemment bien radicaux. Le gouvernement de Pretoria réalise qu'ils seraient très impopulaires parmi ses électeurs. Dans ce contexte il vaut la peine d'étudier un « rapport de misère » qui a été publié au début de 1980 par « Die Swart Serp » (8), une organisation d'aide pour les Sud-africains noirs. Il montre que les réserves, si elles sont « indépendantes » ((Transkei, Bophuta-Tswana, Venda) ou non (Ciskei, Lebowa, Gazunkulu, Kwa-Zulu, etc.), ne sont que des réservoirs de travailleurs mal payés pour l'Afrique du Sud blanche. Ce fait est d'ailleurs aujourd'hui reconnu même par des publications officielles (9). Dans le rapport de Die Swart Serp, on raconte que de nombreux Sud-africains noirs quittent les réserves illégalement, prennent illégalement des emplois en Afrique du Sud dite blanche et ainsi améliorent leur standard de vie jusqu'à 700 % même si, par conséquence (délit contre les lois réglants les limitations de mouvement physique, « pass laws »), ils sont, chaque année, emprisonnés pendant plusieurs mois. Un autre aspect bien typique de la situation sociale et économique des réserves a été décrit, il y a plus de dix ans, par le prêtre anglicain Cosmas Desmond qui plus tard a été banni pour avoir publié cette œuvre, intitulée « The Discarded People-An Account of African Resettlement in South Africa »: dans ces réserves il existe des « camps de transfert », où l'Afrique du Sud blanche envoie sa main-d'œuvre noire qui n'est pas, ou qui n'est plus productive (10). Les jeunes n'ont plus besoin d'agitation politique pour se décider à partir illégalement pour le Mozambique, le Swaziland, le Botswana et y rejoindre les rangs d' « Umkhonto we Sizwe » ou « Pogo », les forces armées des deux Mouvements de libération : African National Congress (ANC) et Pan-Africanist Congress (PAC).

2) L'échec de la Commission Schlebusch

Les résultats du travail de la Commission d'Alwyn Schlebusch qui devait s'occuper de quelques aspects d'une nouvelle constitution pour l'Afrique du Sud dite blanche, sont très réduits: la Commission a recommandé la création d'un « President's Council » et d'un « Black Advisory Council ». Le dernier conseil n'a jamais été établi, car même les « quislings » (marionnettes) qui « gouvernent » dans les réserves ont refusé d'y collaborer. Il va sans dire que Gatsha Buthelezi, président du puissant mouvement de libération INKATHA, n'a pas accepté de servir dans le conseil. D'un autre côté il n'est pas à exclure que le President's Council sera plus qu'une nouvelle institution sans pouvoir, qu'il ne sera pas une institution mort-née. Il est composé de représentants des Africains blancs (environ 17 % de la population totale de quelques 30 millions), des Africains d'origine mixte (environ 10 %), d'origine indienne (environ 3 %) et d'origine chinoise (environ 0,03 %!). Par ailleurs tous les membres de ce Conseil sont nom-

(10) Voir Gerry Mare « African Population Relocation in South Africa ». (Johannesburg,

⁽⁸⁾ The Black Sash (Johannesburg), février 1980, pp. 5-7, 11-13 (5) « Resettlement and Influx — The Grand Design/The Fuse Burns Shorter».

(9) Voir le rapport de Benso « Development Studies in Southern Africa». (Pretoria, juillet 1980).

més par le gouvernement blanc, donc pas élus. Et la communauté noire n'est pas représentée dans ce Conseil! Or, c'est la position constitutionnelle des noirs, pas du tout celle des minorités non-blanches, qui est le problème-clé de l'Afrique du Sud!

Le fait que le gouvernement de Pretoria n'a pas invité les noirs à participer aux travaux du President's Council a conduit beaucoup de membres qualifiés des communautés métis à boycotter son travail. En conséquence assez d'Africains bruns étant des membres de ce Conseil, sont, avec de bonnes raisons, considérés par leurs compatriotes bruns et noirs comme des marionettes.

Pourtant, ce President's Council pourrait jouer un rôle non négligeable. Car, remplaçant la commission Schlebusch, il donnera dès maintenant, dans des matières constitutionnelles, des avis au gouvernement de Pretoria. Ainsi, il ne serait pas surprenant, même dans un proche avenir, que le President's Council recommande d'élire, d'après des listes électorales séparées, un nombre limité de sudafricains d'origine mixte et indienne-chinoise au parlement de Kaapstad (Cape Town). La possibilité existe qu'une telle proposition soit la bienvenue pour le gouvernement de M. Botha et aussi, après des débats longs et amers, pour les communautés brunes. Car quoi que leurs leaders estudiantins, qui sont de plus en plus militants (« Solidarité du Pouvoir brun avec le Pouvoir noir! ») en disent, si la situation au Cap devient réellement critique, la masse des Africains bruns sera très probablement plus proche des blancs que des noirs, les blancs étant le moindre mal pour les métis.

3) Quelques développements en Afrique du Sud noire

S'il y a un seul événement qui montre le monde séparant les espoirs et les peurs des noirs et ceux des blancs, ce sont leurs réactions respectives à l'attaque déjà mentionnée des forces armées sud-africaines sur les bureaux de l'ANC à Matola-Maputo, Mozambique. Tous les partis politiques, tous les journaux des Africains blancs ont défendu cette action, l'appelant une « mesure légitime de défense ». Mais l'Afrique du Sud noire, qu'elle soit modérée ou militante, l'a regardée comme un acte d'agression brutale contre un mouvement estimant qu'il joue un rôle important, peut-être décisif, dans la lutte de libération. Ainsi, dans un service religieux à Regina Mundi/Soweto, quelques milliers de noirs ont célébré les victimes de l'attaque sud-africaine comme des héros dans le combat contre l'oppression raciste.

Personne ne sera capable de dire quel mouvement nationaliste noir est le plus fort, le plus important en 1981, l'ANC (illégal), l'IN-KATHA, l'Azanian People's Organisation, le Black Consciousness Movement (illégal) ou le PAC (illégal). Mais on est impressionné par la franchise avec laquelle l'Afrique du Sud noire montre aujourd'hui ses sympathies pour l'ANC. Les funérailles de personnalités, qui ont joué un rôle remarquable dans la lutte de libération dans des faubourgs noirs, sont de très bons exemples: à l'enterrement de Lillian Ngoyi, ancienne activiste de l'ANC qui avait été bannie pendant plus

de 15 ans, à Orlando East/Soweto, on a vu beaucoup de drapeaux de l'ANC. Et même le cercueil de l'ancienne combattante était décoré avec un drapeau noir, vert et doré.

Au tombeau de l' « héroïne de notre temps » un message de Nelson Mandela, ancien président de l'ANC, qui purge depuis 17 ans à Robben Island une peine de prison à vie pour haute trahison, fut transmis. L'enterrement de trois sud-africains noirs, probablement aussi des membres de l'ANC, tués par la police après un raid avec prise d'otages sur une banque à Silverton/Pretoria, était très semblable: au cortège funèbre les gens scandaient « Ils n'étaient pas des criminels, ils sont nos héros! ». Il n'est pas douteux que les attaques de l'ANC (en 1980) contre les installations de gazéification de charbon Sasol I et II, symboles de la puissance économique de Pretoria situées à Sasolburg et Secunda, étaient vues par la majorité des noirs comme l'expression de leur détermination de combattre le régime raciste des blancs.

Il va sans dire que le très grand nombre d'actes de boycottage, dans les écoles et les universités, des Africains noirs et d'origine mixte est à interpréter d'une manière analogue. Comme l'a dit le juge Petrus Cillié dans son rapport officiel sur les émeutes de 1976-77 (« Soweto ») « ...les représentants du gouvernement croyaient que c'étaient des agitateurs qui organisaient la rebellion... ils n'ont pas réalisé que les étudiants étaient tellement mécontents, qu'ils pouvaient facilement se révolter ».

Même si, dans un avenir assez proche, le « système d'éducation de Bantou » (et le système d'une éducation spéciale pour les bruns) était aboli, « loi et ordre » (law and order) très probablement ne règneraient pas à nouveau dans les écoles et les universités. Après les changements de pouvoir politique dans les états voisins du Mozambique, d'Angola et du Zimbabwe, les contestations étudiantes continueront jusqu'au jour où le monument d'Oom Paulus Krüger auch Church Square de Pretoria aura été remplacé par celui de Nelson Mandela.

Récemment, on a appris que, outre la police, Pretoria aujourd'hui se sert de ses forces armées pour contrôler les faubourgs noirs. En plus des guérilleros elles chassent des noirs militants responsables du nombre rapidement croissant de grèves illégales. Il apparaît que, conséquence non désirée de la libéralisation du droit de travail en 1979-80, une grande partie des contestations anti-apartheid se concentrent maintenant dans les activités des syndicats. Il paraît donc bien possible qu'un nouvel ordre révolutionnaire naisse pour l'Azanie de ces activités des syndicats nouvellement créés. Pas mal de grèves ont aujourd'hui des motifs politiques. Parmi eux en 1979-80 les suivants étaient d'une importance particulière (11): les grèves des ouvriers du textile du Frame Trust (Natal) et des employés de Volkswagen à Uitenhage; la grève à la Table Bay Cold Storage Company, dont un des objectifs était la reconnaissance d'un comité d'ouvriers, non-

⁽¹¹⁾ Voir les articles dans South African Labour Bulletin (Durban) 2 & 3 1980 et 5/1980.

enregistré, par le management; la grève chez Ford qui avait pour but la réintégration de Thozamile Botha, leader du mouvement militant « Port Elizabeth Black Civic Organization » (Pebco) qui plus tard fût banni, a fui le pays et adhéré à l'ANC. Enfin la grève des membres du syndicat indépendant « Black Municipality Workers » déclenchée par Joseph Mavi (Johannesbourg), doit être mentionnée: cette grève visa aussi à la reconnaissance d'un syndicat non reconnu par les autorités.

Analysant l'importance politique de ses grèves, il y a deux facteurs qui ne doivent pas être négligés: il n'y a aucune solidarité entre les ouvriers blancs et noirs. Et là, où il y en a, la solidarité entre les ouvriers noirs d'un côté et les ouvriers bruns de l'autre est souvent fragile. Malgré le fait que ce syndicat a très peu de membres, la grève de la « Media Workers Association of South Africa » (Mwasa) était d'une importance remarquable, car les membres de la Mwasa étaient tous employés par des journaux relativement libéraux (Rand Daily Mail, The Star, Post), et les grévistes n'ont pas combattu pour des salaires plus élevés seulement, mais aussi pour la reconnaissance de leur rôle par le management: pour le dire avec les mots de leur président (plus tard banni) Zwelakhe Sisulu, celui de « propagandistes révolutionnaires » (12).

4) Sur la polarisation entre les Africains noirs et blancs

La meilleure méthode pour étudier le fossé profond séparant les noirs des blancs au Cap, c'est peut-être de considérer l'histoire récente du Rand Daily Mail. Elle explique combien il serait difficile d'arriver à un échange de vues constructif. Ce quotidien de Johannesbourg, très attaché depuis toujours aux idéaux libéraux d'une société multiraciale, combat l'ordre établi de façon plus acharnée que tout autre journal blanc. Et pourtant il décida, de sa propre volonté, il y a quelques années, de publier deux éditions séparées, l'une pour les noirs, l'autre pour les blancs. C'est ainsi que parfois les deux éditions du Rand Daily Mail ont un contenu entièrement différent, comme par exemple au début du mois d'avril 1979 à l'occasion de l'exécution de Solomon Mahlangu. Membre de l'ANC, qui avait été condamné à mort pour deux meurtres politiques au cours d'un procès irréprochable du point de vue juridique, le condamné était pour l'édition des blancs un meurtrier ordinaire, pour celle des noirs il était un messager de la liberté. Par ailleurs, cette impression des deux éditions du « Rand Daily Mail » se confirma plus tard dans les rapports que ce quotidien publia après l'incident déjà mentionné à la banque de Silverton/Pretoria.

Il y a beaucoup d'autres exemples de la bipolarisation presque totale dans un pays où, depuis l'attaque du bureau de l'ANC à Matola/Maputo, il n'y a de nouveau aucun contact, aucune communication fructueuse entre blancs et noirs: même dans Die Swart Serp un seul pour cent des membres sont des africaines noires! De plus,

⁽¹²⁾ Cité par Denis Beckett « The Mwasa Strike », Frontline (Johannesburg), décembre 1980. p. 4.

une proposition discutée d'abord au début de 1980 à Hammanskraal (Pretoria) par des chrétiens noirs (Anglicans, Méthodistes, Catholiques, c'est-à-dire tous des membres d'églises intégrées!) est bien symptomatique de la situation sociale: ces chrétiens ont parlé d'établir leur propre église, une « église confessionnelle » (« Bekennende Kirche »). Il va sans dire que, le terme « église confessionnelle » le prouve: on a fait l'analogie avec le combat anti-nazi d'une partie de l'église évangélique contre le troisième Reich d'Adolf Hitler.

5) Quelques idées des Africains noirs quant à l'avenir politique de l'Afrique du Sud

Il est logique que les noirs aient réagi à l'intransigeance (« kragdadigheid ») des blancs par une opposition de plus en plus militante, en fait par la première phase d'une vraie guerre civile. Evidemment, parmi les leaders légitimes de l'Afrique du Sud noire, il n'y a que très peu de réalistes; Gatsha Buthelezi étant de loin le plus important. Lui, président du puissant mouvement de libération INKATHA, est à la tête d'une commission (« Commission Buthelezi ») qui, pour la province de Natal, est à la recherche d'un système de répartition du pouvoir politique entre les différents groupes raciaux de la population qui sera ancré dans la constitution de cette province, par un système de démocratie du type suisse, une sorte de « grande coalition permanente ». Les membres de la commission Buthelezi espèrent, qu'une fois un tel système établi au Natal, il servira de modèle aux autres provinces de l'Afrique du Sud, englobant même les réserves « indépendantes »!...

M. Buthelezi réalise que l'Afrique du Sud noire ne peut être libérée qu'après que l'Afrique du Sud blanche aura une perspective concrète pour la survie de son existence. En attendant, M. Buthelezi ne cesse pas d'avertir ses nombreux critiques, à l'intérieur et à l'extérieur, que celui qui ne partage pas cette opinion, qui croit qu'il peut trouver un nouvel ordre politique pour l'Afrique du Sud sans prendre en considération les intérêts fondamentaux des Africains blancs, n'arrivera qu'à conduire l'Afrique du Sud à l'apocalypse. Néanmoins, beaucoup de Sud-africains noirs demandent la capitulation inconditionnelle du gouvernement de Pretoria qui malgré tout continue d'être extrêmement puissant.

Ils s'identifient ainsi avec l'inscription sur le monument funéraire de Steve Biko qui, pour des raisons politiques, a été liquidé en prison: « Une Azanie, une nation. » Il est à craindre que tous les membres et tous les sympathisants de l'ANC, PAC/BCM et AZAPO soient d'accord avec Nthato Motlana, président du très important « comité des dix » (Soweto), qui, parlant de l'avenir constitutionnel de l'Afrique du Sud, a récemment déclaré: « D'autres parlent de l'idée archaïque d'un droit de suffrage qualifié... On a aussi entendu parler de la possibilité d'une démocratie de concordance, et quelques excentriques ont publié des cartes géographiques pour refaire les frontières afin de donner aux noirs plus que les 13 % que le gouver-

nement blanc nous laisse. Mais toutes ces idées sont obsolètes et elles ne valent pas la peine d'en parler. » (13).

Aucun gouvernement des Africains blancs, qu'il soit réactionnaire ou libéral, ne pourra accepter une telle solution du dilemme sudafricain. On ne doit pas oublier que l'Afrique du Sud blanche a tous les moyens à sa disposition pour défendre l'intérêt principal des blancs, c'est-à-dire de rester, comme l'Australien, le Canadien, l'Argentin, etc... le font, dans le pays de sa naissance. A l'étranger et en Afrique du Sud noire on doit comprendre que parmi les blancs (et beaucoup de métis), la peur est répandue, qu'après un changement de pouvoir ils seront forcés de quitter le pays où alors, ils seront liquidés. Le fait qu'un nombre croissant des noirs militants appellent les Africains blancs « colons » ou « boers » montre que de telles peurs ne sont pas sans fondement. L'attitude de M. Motlana n'est donc pas la méthode adéquate pour convaincre les blancs de l'urgence d'une révolution partant du sommet. Analysant la forteresse militaire et économique de l'Afrique du Sud blanche, on doit admettre que cette attitude noire n'est pas du tout réaliste, qu'elle est même naïve.

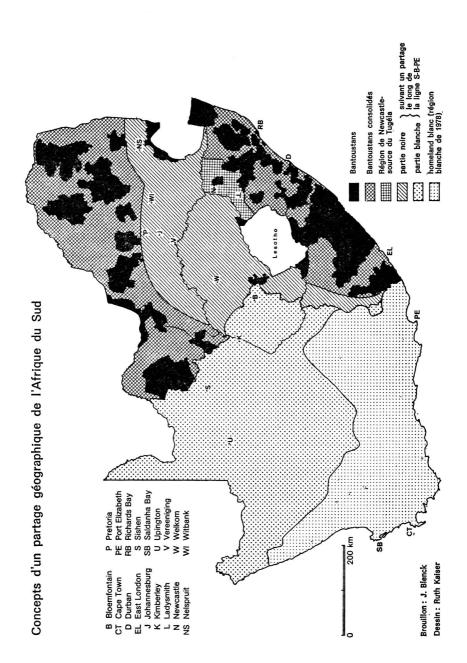
En plus, il est fort probable que les quelques mouvements militants noirs qui adopteront une position réaliste ne le feront que pour avoir la meilleure position dans les futures négociations sur l'avenir politique de leur pays. Par ailleurs, la certitude d'aller vers toutes les souffrances d'une guerre civile incroyablement brutale, poussera les autres leaders noirs à suivre M. Buthelezi, pour chercher des formules de compromis.

En résumé, on peut prévoir qu'il n'y aura pas de solution pour les problèmes politiques de l'Afrique du Sud, si la nouvelle Constitution n'offre pas des garanties très fortes d'existence (« copperbottomed guarantees of existence ») aux minorités blanche et métisse.

6) Changements d'attitude politique parmi les africains blancs?

Les désordres sanglants de « Soweto » ont aussi amené des membres éminents du parti gouvernemental, aujourd'hui encore tout puissant dans l'Afrique du Sud blanche, le Nationale Party van Suid-Afrika, à regarder avec une profonde inquiétude l'avenir de leur pays. Depuis, même dans certains fiefs de l'Afrikanerdom tels les universités de Stellenbosch et Potchefstroom, tout comme dans quelques journaux de langue afrikaans (« Rapport », « Beeld » et « Die Transvaler ») des voix s'élèvent pour remettre en question le principe même de la politique d'apartheid. Ces Afrikaners qui certes ne représentent guère plus qu'une petite minorité au sein de l'élite de l'Afrikanerdom, ont perdu leur foi presque religieuse dans la justesse de la politique suivie depuis 1948. Des parallèles au sort désastreux de l'Allemagne national-socialistes sont très bien vus! On peut même entendre des voix parmi les Afrikaners demandant la « crucifixion » de l'ancien Premier ministre Balthazar Johannes Vorster et celle de feu le docteur Hendrik F. Verwoerd!...

⁽¹³⁾ Cité de « Perceptions of Change : : Dilemmas and White Rights ». Frontline, mai 1980, p. 22.



Plus encore que la grande victoire électorale au Zimbabwe du parti de Robert G. Mugabe, la défaite déprimante au début de 1980 de l'évêque Abel Muzorewa, soutenu en dernier lieu par Pretoria, a encore renforcé ces propos autocritiques. C'est ainsi que « Rapport » et « Beeld » ont demandé au début du mois de mars 1980 au gouvernement de Pretoria de discuter avec les « véritables » dirigeants des noirs et des métis de l'avenir du pays et d'en décider avec eux (14). Un an plus tard, le rédacteur en chef de « Beeld », Ton Vosloo, a écrit que la leçon de la conférence de Genève sur la Namibie (janvier 1981) était que le gouvernement devrait négocier l'avenir du pays un jour avec l'ANC (illégal) (15). Dans ce contexte, les articles que Hennie Coetzee a publié en 1980 dans son journal « Woord en Daad » (Potchefstroom) doivent aussi être étudiés soigneusement: cette grande personnalité de l'Afrikanerdom prouve qu'elle a bien compris la nécessité d'un changement profond du mode de vie de l'africain blanc. Ces Afrikaners qui n'ont pas peur d'être qualifiés, par leurs propres compatriotes, de traîtres (verraiers) et, en conséquence, d'être isolé socialement, font maintenant leur revendication qui a été formulée depuis longtemps par presque tous les partis noirs et métis et aussi les libéraux blancs autour de Frederik Van Zyl Slabbert: Le régime actuel imposé par une minorité à la majorité doit être remplacé par un nouvel ordre politique négocié en commun par les représentants élus de tous les groupes de la population sud-africaine. En fait, ces Afrikaners luttent contre un système qui s'est développé au cours de trois siècles, alors que beaucoup d'entre eux et pas mal de leurs amis politiques, plus particulièrement après 1948, ont pourtant participé de façon décisive à endoctriner la masse des Africains blancs dans l'esprit de l'apartheid!...

Il n'est donc pas étonnant que la plupart des discussions politiques avec des sud-africains blancs fassent toujours penser à une caricature, parue il y a quelques années, dans le quotidien de Johannesbourg « The Star »: détachée du reste de la terre, une deuxième lune tourne autour du globe terrestre avec l'inscription « Suid-Afrika ». Les idées politiques des Africains blancs donnent souvent l'impression d'être plus proches de l'organe officiel du parti ouvertement raciste « Herstigte Nasionale Party » (HNP), « Die Afrikaner », que des pensées de Ton Vosloo, Hennie Coetzee et d'autres intellectuels critiques de langue afrikaans. Ce serait une grave erreur de penser que le sud-africain anglophone moyen serait plus libéral. En 1981, « boer » et « brit » politiquement sont plus proches l'un de l'autre que jamais dans l'histoire. C'est ainsi qu'un grand nombre d'anglophones en 1981 a voté NP.

Reste à mentionner qu'aussi longtemps que P.W. Botha, un politicien professionnel et très peu innovateur, sera au pouvoir, il n'y a presque pas d'espoir que Pretoria jouera un rôle responsable en donnant la paix à l'Afrique du Sud et à toute l'Afrique australe. Le Premier ministre, doté d'une capacité exceptionnelle d'être la victime de sa propre propagande, continuera à développer des « grand de-

⁽¹⁴⁾ Voir Beeld, 4 mars 1980 et Rapport, 30 mars 1980.(15) Beeld, 9 janvier 1981.

signs » (« constellation » d'états) qui ne sont pas du tout grands, mais ne sont que des nouveaux noms pour un concept dépassé, à savoir « groot (grande) apartheid ». Son successeur possible, le professeur Gerrit Viljoen (ou même le général Magnus Malan, actuel ministre de la défense), aujourd'hui ministre de l'éducation et ancien chef du puissant Broederbond, au contraire semblent avoir les capacités intellectuelles pour sauver leur pays de la violence. Gerrit Viljoen peut-être pourrait jouer le rôle d'un Afrikaner « Général de Gaulle » qui, par sa grande autorité personnelle, installerait une révolution raciale partant du sommet pour empêcher celle venant de la base.

III. — QUELQUES IDEES SUR LES SOLUTIONS POSSIBLES DU CONFLIT SUD-AFRICAIN

Depuis la nomination de Chester A. Crocker comme Assistant Secretary of State for African Affairs à Washington, il y a un certain espoir que M. Buthelezi se soit trompé, quand en 1978 à la Road-Ahead-Conférence à Grahamstown/Afrique du Sud, il a pronostiqué que « les développements constitutionnels en Afrique australe seront des sous-produits des boulets de canon, donc de la violence ».

Comme il a été dit au début de cet article, un conflit régional en Afrique du Sud pourrait facilement aboutir à une grande crise internationale, une confrontation Est-Ouest. La région au Cap est à comparer au Proche-Orient. L'énorme richesse de l'Afrique du Sud en matières premières rares ainsi que sa position stratégique éminente aideront à introduire dans ce conflit entre la nation des Africains noirs et celle des Africains blancs cet élément supplémentaire de la rivalité Est/Ouest. Heureusement, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France semblent aujourd'hui capables d'empêcher un tel développement catastrophique. Pour eux et leur alliés, dont surtout la République Fédérale d'Allemagne, il faut agir au lieu de réagir seulement. Le grand succès que Lord Carrington a obtenu avec la conférence sur le Zimbabwe, pays dont presque tout le monde croyait qu'il était voué à la destruction totale, devrait faire réfléchir les puissances occidentales sur leur nouvelle politique en Afrique du Sud. Il sera nécessaire qu'un nombre aussi grand que possible des états membres de l'O.U.A. participent à cette initiative de paix.

L'objectif principal d'une telle initiative devrait être de rassembler les représentants de tous les groupes de la population sud-africaine autour d'une table de conférence pour se mettre d'accord sur un nouvel ordre politique dans leur pays. Une telle conférence serait pleine d'enrichissements pour l'avenir. L'initiative afro-occidentale ne sera pas facile et elle ne pourra être couronnée de succès que si ses organisateurs introduisent dans les débats de la conférence des propositions qui devront correspondre aux positions de retrait, positions de compromis des partis du conflit. Dans ce contexte il paraît important qu'au préalable assez de recherches aient été entreprises par des Sud-africains, des Allemands, des Hollandais et des Américains pour déterminer quelles sont les positions de retrait respectives.

Tous ces travaux préliminaires pourraient se baser sur les résultats d'une grande étude germano-néerlando-sud/africaine de l'Arnold-Bergstraesser-Institut (Fribourg/R.F. d'Allemagne) sur l'ouverture des blancs aux changements dans les secteurs social, économique et politique et sur l'espoir des noirs dans des changements touchant ces mêmes secteurs (16). Les auteurs de cette étude ont trouvé principalement deux concepts qui méritent notre attention: celui d'un système de démocratie de concordance et celui d'une division radicale du pays.

1) Démocratie de concordance pour l'Afrique du Sud?

Reconnaissant qu'un système d'intégration du type « une-personneune-voix-dans un état » ne pourra, à cause de l'extrême hétérogénéité de sa population, jamais fonctionner en Afrique du Sud et qu'une division géographique, plus ou moins arbitraire, détruirait l'économie fabuleusement développée de l'Afrique du Sud, le professeur hollandais Arend Lijphart a introduit sa théorie de démocratie de concordance dans les débats sur l'avenir de l'Afrique du Sud (17). Le parti libéral (PFP) de Frederik Van Zyl Slabbert a mis ces idées au centre de son programme politique. Probablement on peut dire de même du mouvement de libération INKATHA, dont M. Buthelezi est le chef. Mêmes des cercles académiques autour du ministre sud-africain Petrus Gerhardus Koornhof ont du moins joué avec ce concept (18). En Allemagne ce sont tout d'abord Theodor Hanf et Heribert Weiland, deux des co-auteurs de l'étude de l'Institut Arnold Bergstraesser, qui ont contribué à faire discuter des Sud-africains et des étrangers sur le système d'une démocratie de concordance (19).

Les partisans de cette théorie proposent de restructurer le territoire de l'Afrique du Sud (y compris toutes les réserves) d'après le modèle d'une fédération classique. Malgré les expériences très peu encourageantes avec des systèmes démocratiques de type occidental en Afrique post-coloniale, les parlements et les gouvernements de cette fédération seront élus conformément au modèle occidental. Tous les partis politiques qui seront représentés aux parlements et qui ont un certain nombre minimum de députés (par exemple 15 %) seront aussi représentés aux gouvernements. Mais la protection des minorités ne s'arrête pas à leur participation aux organes exécutifs. Car une telle constitution d'une démocratie de concordance prévoit que les organes législatifs et exécutifs prendront presque tous leurs décisions unanimement. Les groupes minoritaires auront donc le plus souvent un droit de veto (« veto de minorité »).

Des systèmes de démocratie de concordance ont donné de bons

⁽¹⁶⁾ Theodor Hanf et al. «Südafrika: Friedlicher Wandel?» (Arnold Bergstraesser Institute, Munich/Mayence, 1978).

⁽¹⁷⁾ Voir les articles de Lijphart « Majority Rule versus Democracy in Deeply Divided Societties », Politikon (Pretoria), N° 2 (1977), pp. 113-26; et « Federas, Confederal and Consociational Options for the South African Plural Society », dans Robert I. Rotberg et John Barratt (eds.), « The Apartheid Regime : Political Power and Racial Domination »

⁽Gerkeley, 1980).

(18) Voir Frederik Van Zyl Slabbert et David Welsh « South Africa's Options : Strategies for Sharing Power » (St. Martin's Presse, New York, 1978), et « Koornhof : Swiss System Envisaged for South Africa », Cape Times, 25 mai 1977.

(19) Voir leur article « Konkordanzdemokratie für Südafrika ? », Europa Archiv, Vol.

³³ Nº 23 (1978), pp. 755-70.

résultats dans quelques pays de l'Europe occidentale (Suisse, Pays-Bas, Autriche) et au Liban. Mais est-ce que les conditions fondamentales d'un tel système existent au Cap? Pas mal de partisans d'un tel ordre démocratique ont des doutes : c'est ainsi qu'il manque l'image d'un ennemi commun; au contraire, les noirs considèrent les activités des guérilleros comme faisant partie de leur lutte d'indépendance, alors que les blancs n'y voient que des actes de terrorisme politique. Le climat politique en Afrique du Sud est depuis toujours celui de la ségrégation, donc pas celui de la coexistence. Les groupes de populations divergent fortement les uns des autres quant à leur force numérique: les noirs (environ 70 % de la population totale), les blancs (environ 17 %), les métis (environ 10 %) et les indiens (environ 3 %). Finalement, au Cap avec les Africains blancs et les Africains noirs, ce sont les premiers et le quart-monde qui se rencontrent: Pretoria se voit ainsi confronté, à l'intérieur des frontières sud-africaines, au conflit nord-sud, peut-être plus insoluble pour lui que pour les pays industrialisés de l'Ouest et de l'Est...

Ainsi, il est évident que les partisans d'une démocratie de concordance se demandent toujours si les nations de l'Afrique du Sud disposent véritablement d'un dénominateur commun au niveau social, culturel, économique et politique sans lequel même un régime de démocratie de concordance ne peut pas fonctionner. La réponse du président du P.F.P., Frederik Van Zyl Slabbert, très estimé aussi bien dans les milieux universitaires que politiques, est significative: « Le seul espoir qu'un certain consensus puisse être trouvé est que les partis du conflit ont une idée assez précise de l'abîme de violence, du désastre économique et de toutes les souffrances qui seraient les conséquences d'un conflit illimité. » (20)

La critique, ici seulement courtement esquissée, des idées du P.F.P. ont amené des sud-africains et des étrangers au cours des années passées à chercher de plus en plus d'autres possibilités de réaliser le droit à l'autodétermination des Sud-africains noirs et de protéger, en même temps, les intérêts légitimes des minorités blanche et brune. On a discuté de la possibilité de donner aux états-membres les plus importants de la fédération des corps de police et même des forces armées, indépendants les uns des autres (armées de canton »). Ainsi, les minorités disposeraient des moyens nécessaires pour obliger la majorité (noire) à respecter l'ordre constitutionnel. Cependant il semble assez douteux qu'un tel système puisse fonctionner dans la pratique.

2) Division géographique : une solution ?

Mais ce ne sont pas seulement les doutes concernant la valeur pratique d'un tel ordre de démocratie de concordance modifié qui nous poussent à chercher d'autres stratégies possibles. Car un nouvel ordre en Afrique du Sud ne sera pas réalisé avant des années d'une polarisation accrue. Il est même tout à fait possible que la future convention nationale qui décidera de l'avenir du pays ne puisse entrer dans sa phase décisive qu'après la proclamation d'un armistice. Un

⁽²⁰⁾ Slabbert et Welsh, op. cit., p. 119.

tel tableau devant les yeux, on se rappelle en Afrique du Sud que c'était un Africain blanc libéral au-dessus de tout reproche, R.F. Alfred Hoernlé, qui voilà presque un demi-siècle proposa la division radicale de l'Afrique du Sud entre les noirs et les blancs (21). Et avec Chester A. Crocker et Carter Ebrahim, président adjoint du Coloured Labour Party (parti principal des Sud-africains d'origine mixte) (22) on se pose la question de savoir s'il ne faut pas reprendre aujourd'hui les idées de ce libéral éminent.

A ce propos, on rappelle la division géographique du sous-continent indien, de l'ancienne double monarchie austro-hongroise, de l'empire ottoman, de l'ancien territoire de mandat de Palestine et même de Chypre: de bonnes frontières, quoi qu'il en soit, font çà et là de bons voisins. Dans l'Afrique du Sud de 1981 même des critiques blancs, ardents partisans de l'ordre actuel, sont de plus en plus de l'avis que les « copper-bottomed guarantees of existence », indispensables pour la protection des minorités, donc condition sine qua non d'un règlement du conflit sud-africain, ne pourront être assurées que par la mise en place de poteaux frontière.

Renouant avec les idées d'Alfred Hoernlé et reconnaissant qu'une partition radicale de l'Afrique du Sud sera la (seule) position commune de retrait possible pour tous les partis africains blancs, les propositions suivantes ont été faites au cours des années 70 dans la revue allemande « Aussenpolitik » et, un an plus tard, dans le « South African Journal of African Affairs » et mises en discussion (23):

- Une séparation territoriale conséquente de l'Afrique du Sud en deux Etats indépendants l'un de l'autre : un Etat au nord (Azanie) avec une population africaine uniquement noire et un Etat au sud (Afrique du Sud) avec une population composée de blancs et de bruns. La frontière proposée correspondrait à la ligne reliant Oranjemund, Kimberley, Bloemfontein et Port Elizabeth, ces localités formant la frontière Nord et Est de l'Etat blanc et brun;
- Intégration totale des Sud-africains bruns dans la société des Sud-africains blancs dans l'Etat du sud;
- Délimitation de la frontière compte tenu des données historiques et suivant une division juste, détaillée et fondée (l'Etat noir avec environ 70 % de la totalité de la population disposerait d'environ 50 % du territoire et de près de 75 % du produit national brut). De plus lors du tracé de la frontière, on veillerait à une certaine égalité du potentiel de développement mesuré aux ressources en matières premières et à l'infra-

⁽²¹⁾ R. F. Alfred Hoernle, « Anatomy of Segregation », Race Relations (Johannesburg), Vol. 3 № 1 (février 1936), pp. 14-21.

(22) Crocker, op. cit., p. 348; Carter Ebrahim « Prospects for Peaceful Change in the 1980 », The Black Sash (Johannesburg), mai 1980, pp. 24-5

(23) Jürgen Blenck et Klaus Baron von der Ropp « Republik Südafrika: Teilung als Ausweg? », Aussenpolitik, Vol. 27 № 3 (1976), pp. 308-24 et « Republic of South Africa: Is Partition a Solution? », South African Journal of African Affairs, № 1 (1977), pp. 21-32. Quant aux réactions internationales à ces articles Klaus Baron von der Ropp « Is Territorial Partition a Strategy for Peaceful Change in South Africa? », International Affairs Bulletin (Braamfontein), Vol. 3 № 1 (juin 1979), pp. 36-47. Voir aussi Colin Legum (ed.), Africa Contemporary Record 1977-8 (Africana, Londres, 1978), p. B 885-6.

- structure. C'est ainsi par exemple que les deux Etats possèderaient chacun trois grands ports;
- Transfert très important de populations, les Sud-africains blancs et d'origine indienne étant surtout touchés, contrairement à la politique de ségrégation actuelle. En tout 4,6 millions de personnes:
- L'Etat composé des Africains blancs et bruns ferait partie de l'Alliance de défense occidentale afin de garantir son existence.

L'africaniste et diplomate américain Kenneth Lee Adelman, luimême partisan d'une division de l'Afrique du Sud plus favorable aux blancs, a remarqué que les propositions d'Aussenpolitik étaient un « non-starter in political terms » (24). Il n'y a aucun doute que son jugement est totalement justifié quand on pense aux réactions des militants noirs. Comme l'a dit, avec de très bonnes raisons, le journaliste allemand Joachim Braun (Pretoria): ces nationalistes noirs ne peuvent renoncer à l'île de prison Robben Island (tout proche de Kaapstad) comme les Afrikaners ne peuvent renoncer au monument des Voortrekkers (à Pretoria). Mais comme il a été dit plus haut, réfléchissant aux souffrances qu'une éventuelle guerre civile sud-africaine fera subir aux partis du conflit, ils sont obligés de réfléchir aux solutions de compromis.

Les auteurs de l'article dans « Aussenpolitik » étaient surpris que très peu d'africains blancs l'ait critiqué aussi acrimonieusement que Rudolf Gruber l'a fait dans « South Africa International », journal sud-africain, financé par le big business local : Rudolf Gruber dit dans son commentaire, que la proposition d'Aussenpolitik est « apocalyptique dans ses hypothèses, naïve dans ses arguments et utopique dans ses conclusions » (25). Il va sans dire qu'un tel déchirement, en définitive arbitraire, de l'Afrique du Sud, pays hautement développé et industrialisé, est contraire à tout bon sens économique. Cependant, on ne doit pas oublier, ce que R. Gruber fait, que tous les africains blancs, de langue afrikaans ou anglophone, font passer la pérennité physique de leur nation avant des considérations relatives au maintien de l'économie sud-africaine. Les Africains blancs ne sont pas moins patriotiques que les Israéliens. Le fait que Pretoria a développé au cours des décennies passées un système indépendant d'infrastructures (26) dans la région de l'Afrique du Sud, qu'Aussenpolitik appelle l'Etat du Sud, ainsi que les plans de l'institut SABRA (South African Bureau of Racial Affairs), très proche du gouvernement, d'établir une « Palestine blanche » au midi de l'Afrique du Sud montrent avec toute la clarté nécessaire, ce que sera la dernière position de retrait de l'Afrique du Sud blanche.

La critique de Gavin Maasdorp (université de Natal/Durban), savant d'une grande réputation, nous semble très intéressante (27). Il accepte le principe d'Aussenpolitik d'un partage radical du pays.

⁽²⁴ Kenneth Lee Adelman «African Realities», (Crane Russak, New York, 1980), p. 164 note 7 et pp. 156-157.
(25) Rudolf Gruber «Foreign Reports: Bonn», South Africa International, Vol. 10
No 3 (janvier 1980), p. 169.
(26) Voir les cartes détaillées publiées dans les articles de Blenck et von der Ropp, p. 322 et p. 30 respectivement.

Et il accepte même plus ou moins tous les détails de la frontière proposée par Aussenpolitik. Mais d'un autre côté il essaye (au moins pour le moment) d'éviter le transfert de 4,6 millions de Sud-africains entre les deux états successeurs de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui. On aurait donc deux états indépendants, chacun avec un régime « une personne-une-voix »; prenant en considération la distribution actuelle de la population du pays, cela signifie que dans l'état du nord on aura une très forte majorité noire, et dans l'état du sud on aura une majorité brune. La faiblesse de la critique de M. Maasdorp semble être, que les Africains blancs (et les Africains bruns du Transvaal et du Natal), s'ils sont forcés de quitter l'état du nord, n'auront pas de retrait garanti où ils pourraient vivre selon leur propre identité et en toute sécurité.

Très probablement Van Zyl Slabbert du P.F.P. a raison dans son commentaire à la proposition d'Aussenpolitik : « ...il est concevable qu'une division du pays sera la dernière option de retrait dans une situation militaire de pat (« no win situation »). Mais alors la ligne de division sera celle où la bataille s'est finie et pas là où des savants l'ont trouvé par une méthode qui du point de vue moral et intellectuel seulement, peut être défendue » (28).

Assez d'observateurs qualifiés de la scène sud-africaine sont du même avis dans leurs commentaires sur les propositions d'Aussenpolitik, parmi eux P.L. Moorcraft, Pierre Mayer, Heribert Adam et Arend Lijphart (et probablement aussi Theodor Hanf et Heribert Weiland) (29). Il est à supposer que le partage du pays ne pourra empêcher la guerre. Il est même probable qu'une guerre civile est la condition préalable d'un partage du pays. Mais même dans ces circonstances la proposition faite par Aussenpolitik est ce que C.L. Sulzberger appelle dans ses commentaires dans le New York Times (10-8-1977, p. A 19 « Eluding the Last Ditch ») et l'International Herald Tribune (10-8-1977, p. 4 « Staying out of the Last Ditch »): l'alternative à l'holocauste. Dans ces conditions, le scepticisme de Newell M. Stultz, grand spécialiste américain d'Afrique du Sud et lui-même partisan ardent (30) des idées d'Aussenpolitik, ne semble pas justifié: contrairement aux cas des Indes, de l'ancien territoire de mandat de Palestine, de l'Irlande et de Chypre, la communauté internationale n'est pas prête à reconnaître le partage géographique de l'Afrique du Sud en deux états souverains (31).

Dr Klaus Baron Von der ROPP.

Dr Klaus Baron Von der Ropp, est le Directeur de l'Office de liaison à Bonn, de la Stiftung Wis-senschaft und Politik de Munich.

⁽²⁷⁾ Gavin Maasdorp « Forms of Partition », dans Rotberg et Barratt, op. cit., pp. 107-

<sup>46.
(28)</sup> P. L. Moorcraft « Towards the Garrison State », dans F. M. Clifford Vaughan (ed.), International Pressures and Political Change in South Africa (Oxford U. P., Cape Town, 1978), pp. 86-105; Pierre Mayer « Scenarios Sud-Africains », Politique Internationale (Paris), N° 1 (1978), pp. 143-52; Heribert Adam « Three Perspectives on the Future of South Africa », International Journal of Comparative Sociology, Vol. 20 N° 1-2 (1979), pp. 122-36; Arend Lijphart « Federal, Confederal and Consociational Options », loc. cit.. (30) Newell M. Stultz « On Partition » in Social Dynamics (Kaapstad) 1/1979, pp. 1-13. (31) Newell M. Stultz « Transkei Independence in Separatist Perspective » dans South Africa International (Johannesburg) 1/1977, pp. 10-26; « Transkei's Half Loaf/Race Separatism in South Africa », New Haven et Londres, pp. 5-14, 130-137.